



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

NPA

RÉVOLUTIONNAIRES

BULLETIN DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES POSTE - MARDI 3 SEPTEMBRE 2024

POUR UNE RENTRÉE DE LUTTE DES CLASSES

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveau en français et

en maths en 6e et 5e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué ?

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal Le Monde s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève. C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1er octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

Le sens des priorités

Le fin de la période des congés d'été et l'arrivée de la rentrée scolaire rappellent à beaucoup d'entre nous à quel point nos salaires sont insuffisants, et à quel point nos conditions de travail, la pression des chefs sont insupportables. Est-ce que les syndicats mettent ce questions au centre de leur discours et surtout de leurs actions ? Pas du tout : toutes les énergies sont tournées vers les élections aux Conseils Économiques et Sociaux... il y aurait pourtant bien besoin d'une mobilisation nationale à La Poste pour arracher 2000 euros de salaires nets, l'augmentation automatique des salaires en fonction de celle des prix, l'arrêt des réorgs et l'embauche en CDI de tous les précaires.

Tournées ou sièges éjectables ?

Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne-Colombes... Pendant l'été, les QL dits « renforts » ou « secteurs d'ajustement » sautent les unes après les autres ! L'utilité pour la boîte ? Non seulement supprimer des emplois au fil de l'eau, mais aussi nous habituer à des réorganisations quasiment permanentes. Comment empêcher les patrons de faire sauter des tournées ? Faire sauter les patrons !

Gaza : réapparition de la poliomyélite

Dans ce territoire palestinien la polio avait été éradiquée il y a 25 ans. Elle vient de faire sa réapparition. Un premier cas a été récemment confirmé chez un enfant de dix mois. L'ONU a envoyé 1,2 million de doses du vaccin anti-polio. Le développement de la maladie est lié aux conditions de vie et d'hygiène effroyables dans lesquelles vit la population gazaouie qui s'ajoutent aux massacres perpétrés par l'armée israélienne. Le dernier bilan fait état de 40 691 morts, 94 060 blessés et des milliers de disparus.

On veut pas de pubs, on veut des emplois et des augmentations de salaire !

Avec la fin de Mediapost, les bureaux qui ne distribuaient pas les Imprimés Publicitaires (IP) les récupèrent progressivement. En Ile-de-France, cela concerne des dizaines de sites. Quelques exception existent, comme par exemple le 92, où

la boîte n'annonce pas (encore) la reprise des IP, sûrement en attente de la fin des CHSCT (à majorité combative) prévue en fin d'année. Mais la direction souhaite qu'en 2025 tous les facteurs distribuent les IP. Pas question de se taper les pubs en plus de notre tournée, et en plus sans être payés !

Pas de trêve dans la lutte des classes

Trêve sociale pendant les JO ? C'est ce que se sont évertués à clamer gouvernement et patrons pendant des mois, au nom de prétendues « valeurs olympiques »... Mais cette « trêve » ne visait que les luttes des travailleurs, car les attaques des patrons ont continué tout l'été. Par deux fois en août, la préfecture du 94 a interdit le droit de manifester aux postiers sans-papiers de Chronopost, en lutte pour leur régularisation. Le préfet a ridiculement invoqué l'organisation des JO pour interdire la liberté de manifester ! Heureusement, le Tribunal de Melun a, le 27 août dernier, donné raison aux travailleurs de Mediapost et condamné cette préfecture à une amende de 2000 €. Eh oui, l'exploitation capitaliste ne connaissant pas de trêve, la lutte des travailleurs non plus !

Stratégie de la boîte : vague de répression avant les élections CSE

Mardi 10 septembre, l'intersyndicale SUD-CGT des postiers de Gironde appelle à un rassemblement contre le passage en discipline de Willy, représentant syndical combatif, qui risque un mois de mise à pied. La boîte lui reproche des prises de parole, des visites de bureaux et des mails « trop critiques » ! À Marseille, 6 militants ont été sanctionnés, dont Yann, secrétaire départemental SUD convoqué pour de simples prises de parole. Le 23 août, plus de 200 personnes s'étaient déjà rassemblés à Bordeaux en soutien à Willy. Dans le 78 et le 92, la boîte a enchaîné les mises à pied contre des militants SUD. Sans oublier les violences policières subies par Nouridine, représentant SUD à Asnières, embarqué par la police avec la bénédiction de la direction, dans son bureau ! Cette répression coordonnée des syndicalistes combatifs n'a pour but que de tenter de mettre au pas les postiers. La boîte pense étouffer le syndicalisme de lutte avant les élections d'octobre prochain ? Elle montre surtout la peur que leur inspirent nos résistances !



**Intervention de Gaël Quirante aux Rencontres d'Été
Révolutionnaires du NPA-R sur la situation sociale**

Facebook

Twitter

